

dimanche, 03 mai 2015 18:25

Cette France américaine qui se renie!!!



IRIB-Président de la République et ministres de droite ou de gauche issus des programmes franco-américains, franc-maçonnerie dans les rangs de l'Assemblée et du Gouvernement qui défend "sa" conception républicaine, d'autant plus fortement que la "mondialisation républicaine" se trouve, par hasard et par accident ralentie ... On se croirait dans un mauvais film d'espionnage. L'on est simplement dans la France moderne et contemporaine. Cette France qui n'est plus française, qui en a même semble-t-il honte, comme d'un parent pauvre que l'on veut cacher. Et l'on comprend beaucoup mieux pourquoi la politique menée par les élites, de droite comme de gauche, ne défend pas les intérêts de notre pays. Comme le processus de destruction de ce qui reste de l'identité française allait bien, la construction européenne aidant, l'on n'entendait pas trop les membres de la franc-maçonnerie française, il n'était pas nécessaire de faire du bruit. La multiplication des conflits au Moyen Orient, la crise économique et financière importée en Europe de celle des subprimes aux Etats Unis, les printemps arabes sanglants et destructurant, ont jeté vers les pays européens une foule de population aux abois. Une foule que les pays européens ne peuvent assumer, surtout en période de crise et parce que de toute manière il n'est pas possible pour l'Europe, sauf à se détruire, d'ingérer tout le malheur du monde. C'est une politique irresponsable et inefficace, notamment pour les pays en conflits concernés. Or, maintenant que la tension monte, l'on voit se réactiver les réseaux. Cela est d'autant plus facile lorsqu'ils sont au Gouvernement, dans le sens direct du terme. Comme l'écrit le Figaro, sans en être pour le moins choqué : "En mai 2012, le GODF, traditionnellement orienté à gauche, a vu d'un bon œil la victoire de François Hollande et l'arrivée de frères au gouvernement, qu'il s'agisse de Manuel Valls, qui a fréquenté les loges durant huit ans, de Jean-Yves Le Drian, Victorin Lurel, Frédéric Cuvillier ou Jérôme Cahuzac - ce dernier étant finalement suspendu du GODF après le mensonge avoué sur son compte bancaire à l'étranger. De plus, la charte de la laïcité et les projets d'enseignement de « morale laïque » mis en avant par le ministre de l'Education nationale Vincent Peillon, qui n'est pas initié, ont séduit les frères du

GODF."Et si l'on se demandait pourquoi des lois impopulaires passaient, sans qu'un réel débat social ait eu lieu sur des questions aussi importantes que le mariage pour tous ou la laïcité, c'est parce que, en plus du Gouvernement, les rangs de l'Assemblée sont également pris d'assaut. Volonté affichée ouvertement par le Grand Maître José Gulino dès 2012. Et ça marche."Le GODF a aussi repris fin 2012 le contrôle de la Fraternelle parlementaire (Frapar), en faisant élire l'un des siens, le député socialiste du Nord Christian Bataille à la tête de cette amicale des francs-maçons de l'Assemblée nationale et du Sénat. Celle-ci compte plus de 400 membres, dont 150 élus, soit 15 % du total des parlementaires. Christian Bataille sait s'y prendre pour pousser ses pions : il a déjà présidé la Frapar et il professe une foi de charbonnier dans les valeurs maçonniques. Celles-ci le conduisent à se transformer en avocat de causes aussi controversées que la lutte contre les langues régionales, au nom du jacobinisme, et en faveur de l'exploration des gaz de schiste, au nom de la science. Cette première offensive liée au retour de la gauche au pouvoir a produit quelques résultats, que ce soit pour promouvoir le mariage pour tous, défendre les réformes fiscales ou contrer la récupération du thème de la laïcité par l'extrême droite."Ainsi, la Fraternelle parlementaire, qui rassemble des députés et des sénateurs s'est largement emparée du thème de prédilection de la laïcité. L'on comprend mieux pourquoi aujourd'hui elle se traduit en montée de la haine pure et simple contre le christianisme, cette religion qui a le malheur d'avoir posé les bases de la société française.Pour compléter le tableau, en restant dans la même ligne idéologique, l'on voit également l'affermissement des intérêts américains dans la gouvernance française. En 1981, la French American Foundation créé le programme Young Leader, financé par AIG, Lazard et Footprint consultants. Sorte de version moderne, plus neutre, moins marquée et connue dans la société que la franc-maçonnerie. Aujourd'hui, il comprend plus de 400 dirigeants issus de la haute fonction publique, du monde de l'entreprise, des médias, de la recherche et même de l'armée. Chaque année 20 français et américains sont sélectionnés. En 2014, Alain Juppé, lui même ancien Young leader, a organisé le séminaire à Bordeaux pour la promotion 2014 avec des anciens comme le directeur général d'Alcatel Lucent Michel Combes, par exemple.La formation 2014 comprend :

French Young Leaders

Gwenhaël Le Boulay, Partner and Managing Director au Boston Consulting Group
 Nicolas Escoulan, Directeur de la Rédaction d'Europe
 Frank Gervais, Président-Directeur Général de Thalys International
 Dr Pierre-Antoine Gourraud, PhD MPH, Professeur Assistant en charge de la médecine digitale translationnelle, Faculté de Médecine, Département de Neurologie de l'Université de Californie à San Francisco
 Fatima Hadj, Associate Director à Standard & Poor's
 Cyril Kammoun, Managing Partner and CEO d'Aforge Degroof Finance
 Julia Minkowski, Associée du Cabinet Temime et Associés
 Le Lieutenant-Colonel Jean de Monicault, Rédacteur du Chef d'Etat-Major des Armées en charge des affaires stratégiques au Ministère de la Défense
 Alexis Morel, Directeur de la Stratégie de Thales
 Abdel Malek Riad, Conseiller économique du Président de l'Assemblée Nationale
 Lubomira Rochet, Chief Digital Officer et membre du Comité Exécutif de L'Oréal
 Alexandre Zapolsky, Fondateur et Président de Linagora

American Young Leaders

Elizabeth Askren, Freelance Conductor (Théâtre du Châtelet, Théâtre de St Quentin), Cultural Attaché, Fondation des Etats-Unis
 Major Jordan Baker, Defense Policy Advisor, United States Mission to NATO
 Emma Fuerst Frelinghuysen, Senior Director, Private Brands, FreshDirect
 Guy Mounier, Chief Executive Officer, CustomerMatrix
 Anna « Anya » Neistat, Associate Director, Program/Emergencies, Human Rights Watch
 Reshma Saujani, Chief Executive Officer and Founder, Girls Who Code
 Dana Stroul, Senior Professional Staff member, Middle East and North Africa, U.S. Senate Foreign Relations Committee
 Joseph « Jay » Truesdale, Chief of Staff, U.S. Embassy, Islamabad
 Dans cette France américaine, on retrouve des hommes et des femmes, de droite comme de gauche, cela n'a plus strictement aucune importance, formés à composer avec l'intérêt national. Car il y a semble-t-il plus important. Et ils détiennent les rênes du pouvoir. Comme l'écrit très justement Atlantico : "Exit Alain Juppé, Valérie Pécresse, Nathalie Kosciusko-Morizet, Laurent

Wauquiez, Jeannette Bougrab... Place à François Hollande, Pierre Moscovici, Arnaud Montebourg, Marisol Touraine, Najat Vallaud-Belkacem, Aquilino Morelle (plume du Président), etc. « Enfin des têtes nouvelles ! » entend-t-on ici ou là. Nouvelles ? Tout est relatif, quand on sait décrypter la liste ci-dessus : en fait, tous ces « Young Leaders » de l'UMP ont laissé la place à des « Young Leaders » du Parti socialiste. Car François Hollande et Pierre Moscovici depuis 1996, Marisol Touraine et Aquilino Morelle depuis 1998, Arnaud Montebourg depuis 2000 et Najat Vallaud-Belkacem depuis 2006, sont tous des « Young Leaders »."Et la notion de clan joue directement lors de la composition des équipes gouvernantes, même si l'information n'est manifestement pas trop diffusée en France : "sur les 8 socialistes sélectionnés comme Young Leaders depuis François Hollande en 1996, 6 rentrent dans son gouvernement cette semaine. (Ne restent sur la touche, pour le moment, que Bruno Le Roux, qualifié par beaucoup de « ministrable », et Olivier Ferrand, l'ambitieux président du think-tank Terra Nova ayant permis l'élection de François Hollande aux élections primaires ; deux candidats impatients de rejoindre leurs camarades Young Leaders au gouvernement). Beau tir groupé, comme s'en enorgueillit à juste titre le site américain (« The French-American Foundation is proud to have five Young Leader in the cabinet of President François Hollande, himself a Young Leader in 1996 »), tandis que le site français n'en dit pas un mot. "Comme le souligne très justement A. Latsa, même si quelques hommes politiques de droite sont favorables à de bons rapports avec la Russie, la plupart sont focalisés sur un axe exclusivement américano-centré : "En effet, environ 25% de nos députés sont membres du groupe d'amitié France-Amérique. Dans ce groupe relativement discret qui est dirigé, c'est tout un symbole, par Louis Giscard d'Estaing, fils de l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing, on trouve un bon nombre de députés de droite, en compagnie de députés socialistes."Trois conclusions principales en découlent toutes seules, logiquement. Sur le plan de la politique intérieure, on comprend mieux les sources de cette dissociation croissante entre les élites et la population. Fossé qui oblige à une radicalisation des élites, d'une minorité dirigeante, qui doit, pour faire imposer ses points de vues, discréditer ceux des autres. Autrement dit, il ne peut plus y avoir de pluralisme d'idées, car il n'y a plus de respect de l'autre. Par exemple, celui qui défend la famille traditionnelle est un extrémiste, et l'on ne parle pas avec les extrémistes. Lorsque le pluralisme d'idées est mis à bas, il ne peut y avoir de pluralisme politique, car les différents partis politiques doivent justement représenter et défendre des visions différentes de la société. Ce qui est inconcevable aujourd'hui. "L'autre politique" est hors du champ démocratique, donc hors du champ du débat politique. Pour autant, il est tout autant inconcevable de déclarer l'instauration du parti unique, car la politique serait morte. La France ne peut pas encore l'accepter, s'enterrer vivante tant qu'il reste un souffle, donc il faut maintenir les apparences. Et pour maintenir les apparences, il faut maintenir une alternance entre des personnes, qui ont été plus ou moins canalisées et formatées au préalable pour ne pas prendre de risques. Le changement de visage, s'interroger sur Cécilia et ensuite passer à Valérie, permet de donner l'impression d'un changement politique. Et l'essentiel est préservé : le cap, lui, est gardé. Enfin, il en découle que la politique étrangère française ne peut être, dans ce contexte, autre chose que ce qu'elle est. La France ne peut que soutenir, contre toute logique, contre ses valeurs et son histoire, les sanctions contre la Russie parce qu'un Gouvernement d'extrême droite massacre sa propre population civile sur les terres d'Ukraine. Parce que la France et l'UE se moquent de l'Ukraine et de sa population comme de leur première liqueur. La France ne peut qu'aller vers une ratification du traité transatlantique TTIP qui lui retire sa souveraineté économique, notamment. La France ne peut que se dissoudre dans une Union européenne qui détruit ce qui reste de culture européenne. La France ne peut avoir de politique étrangère, elle ne peut qu'être un pays aligné ou satellite, selon la terminologie préférée. Dans ce contexte, la France américaine ne peut que trahir la France. Karine Bechet-Golovko jeudi 30 avril 2015